

PROFESSEUR
CHRISTIAN PERRONNE

**Ya-t-il
une erreur
qu'**ILS** n'ont
pas commise ?**

**Covid-19 : L'union sacrée
de l'incompétence et de l'arrogance**


ALBIN MICHEL

Professeur Christian Perronne

Y a-t-il une erreur
qu'ILS n'ont pas
commise ?

Covid-19 : l'union sacrée
de l'incompétence et de l'arrogance

Albin Michel

© Éditions Albin Michel, 2020

ISBN : 978-2-226-45524-6

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Cet ouvrage a été rédigé
en collaboration avec Ambre Bartok

Introduction

J'aurais aimé ne pas écrire ce livre, sur la crise du coronavirus, responsable du Covid-19.
J'aurais aimé ne pas entendre les idées partielles et partiales du Conseil scientifique.
J'aurais aimé ne pas assister aux dissimulations et aux atermoiements du gouvernement, et j'aurais préféré des actes.

Mais les choses ne se sont pas passées ainsi.

Face à la plus grande pandémie de ce siècle, nos dirigeants ont au début constamment sous-estimé la menace. La ministre de la Santé a alerté le pouvoir, a observé, a attendu, puis a disparu. Elle a juste oublié de prévenir les Français. Elle et son successeur n'ont pas agi avec la détermination qui aurait été nécessaire.

Face à cette crise sans précédent, les autorités nous ont répété longtemps que le système hospitalier français était « prêt ». Ce sont les mêmes qui le mettaient méthodiquement à genoux depuis des années. Ils n'ont pas écouté les retours de la majorité des médecins, des soignants, qui protestaient contre cet aveuglement.

Face à un virus mortel, l'État nous a dit aussi qu'on allait avoir le matériel pour se protéger. Malgré les témoignages glaçants des médecins et des pharmaciens qui affirmaient qu'ils n'avaient rien reçu. Et qu'ils ne voyaient rien arriver, non plus. Eux aussi attendaient mais, contrairement à nos dirigeants, ils attendaient dans l'angoisse.

Et puis on a été incapables, pendant longtemps, d'afficher les chiffres de la mortalité des personnes âgées en Ehpad. Et, plus globalement, au début, de prendre la mesure de l'épidémie. On a masqué les pénuries de tout. Mais au fil des semaines, il est devenu difficile de cacher l'incompétence, la dissimulation et l'inaction de ceux qui prétendent nous gouverner. Ces pénuries qui n'ont pas cessé ont contraint la France au confinement généralisé, mais aussi à déconfiner sans moyens.

Il faut le dire : les Français, dans leur immense majorité, ont joué le jeu, mais si l'épidémie s'étendait, c'était leur faute ! Ils étaient coupables d'un manque de civisme selon le discours moralisateur et scandaleux de nos gouvernants. Les Français ont assisté, incrédules, à un festival d'annonces contradictoires et même, dans certains cas, à une valse de mesures et de contre-mesures.

On leur a ordonné de rester enfermés, puis on leur a reproché leur insouciance ! Et même parfois leur prétendue paresse face à l'idée de travailler. Un ministre leur a même demandé d'aller ramasser des fraises pour sauver l'agriculture française. Est-ce le virus qui a transformé l'efficiencia et la transparence annoncées en un spectacle accablant où l'incompétence s'est ajoutée à une arrogance de plus en plus insupportable ?

Face à la plus grande pandémie de ce siècle, un Conseil scientifique Covid-19, créé par l'Élysée, a d'emblée affirmé qu'il n'y avait pas de traitement possible. Ses membres ont ignoré, avec majesté et dédain, les résultats de l'étude du Pr Raoult, puis les statistiques de mortalité venues du monde entier.

Face à cette guerre sans précédent, où il y avait le feu à la maison France, les membres du Conseil réclamaient de prendre leur temps, beaucoup de temps, pour tout valider sur le plan scientifique, avant de prendre la moindre décision. Il fallait par une longue, très longue procédure vérifier que la lance à incendie était homologuée avant de se risquer à combattre les flammes. Malgré le fait que nous étions en guerre, et que la rapidité est toujours la clé d'une victoire sur l'ennemi.

Face à un virus très contagieux et mortel pour les plus fragiles, une poignée de décideurs, de hauts fonctionnaires du ministère de la Santé, conseillés par des médecins

déconnectés du terrain, ont envoyé des milliers de personnes, des millions plutôt, au front, sans protections. Sans compter tous les autres soignants, innombrables et héroïques, ce qui n'a surpris que ceux qui ne les connaissaient pas.

On a vu des hommes plus occupés à se concilier les faveurs du pouvoir qu'à chercher un remède. Et on a vu, aussi, qu'ils se croyaient infaillibles et restaient sourds aux suggestions de leurs collègues. Un crime de lèse-majesté.

Combien de laboratoires de biologie, incluant des laboratoires de recherche, se sont proposés de faire chacun des milliers de tests diagnostiques par jour ? Mais contrairement à l'Allemagne qui, grâce à cette mobilisation des biologistes, a pu réaliser des millions de tests, on les a ignorés. Leur technique n'avait pas encore été validée par le processus habituel ! Cerise sur le gâteau, il faudrait aussi mentionner les nombreux conflits d'intérêts qui pourraient exister avec l'industrie pharmaceutique. Ces décideurs devaient avoir le cœur bien accroché pour dire pendant des mois : « On attend, on attend », pendant que des centaines de Français décédaient tous les jours, notamment nos aînés dans les Ehpad.

La crise du coronavirus a plus durement touché la France que d'autres pays, parce qu'elle était gérée par des personnes, certes bouffies de certitudes, mais n'ayant pour la plupart aucune expérience de la gestion de crises sanitaires. Alors qu'il fallait se mettre dans une logique de médecine de guerre, où chaque jour compte, elles ont poursuivi leur train-train quotidien comme si de rien n'était.

Nos dirigeants nous ont à plusieurs reprises fait la leçon, en disant que c'était facile de critiquer a posteriori, et de donner des conseils déplacés quand c'était trop tard. Pour ma part, je ne me considère pas comme un combattant de la troisième mi-temps, quand tout est terminé. J'ai toujours tenu le même discours depuis le début de la crise et, contrairement à certains, n'en ai pas changé en cours de route. Il est vrai que j'avais quinze ans d'expérience de la gestion de crises sanitaires auprès du ministère, et reste fier du travail accompli. Le plus dur pour moi pendant la vague pandémique a été de prêcher dans le vide. Combien de morts auraient pu être évitées ? Mais, défaut bien français, le dogmatisme l'a emporté sur le pragmatisme. Heureusement, ça n'a pas été le cas dans beaucoup de pays.

Les Gaulois réfractaires se souviendront de ceux qui les ont abandonnés dans la tempête. Même épuisés, nous nous relevons aujourd'hui. Nous n'attendons pas que la poussière retombe, comme l'a si souvent demandé, sans honte, le président de la République. Car la politique - l'ont-ils oublié ? - est en liberté surveillée. La France attend des explications et certains devront rendre des comptes devant l'Histoire.

Scandale 1

Zut, on est en pénurie de masques !

La terrible crise sanitaire que nous avons traversée a été un formidable révélateur de ce qu'est réellement le pouvoir. Et notre Président. Celui-ci n'a pas attendu pour mettre en cause ses prédécesseurs, les blâmant, sans aller cependant jusqu'à les nommer pour leur imprévoyance. C'est du moins ainsi qu'il a présenté la situation.

Franchement, s'en prendre à eux pour détourner l'attention, ça ne se fait pas !

« À partir de 2011, il a été considéré que nous n'avions plus besoin de stock de masques¹ », nous rapporte la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, le 20 mars de cette année, à raison. On a en effet, à cette époque, 1 milliard de masques qu'on bazarde. Le Président d'alors étant Nicolas Sarkozy, notre colère ne doit pas se tromper de destinataire.

Or je relis l'avis du Haut Conseil de la santé publique (HCSP) sur la manière de gérer les stocks de masques : « Avis relatif à la stratégie à adopter concernant le stock État de masques respiratoires² ». Cet avis, je l'avais signé en tant que président de la commission Maladies transmissibles du HCSP le 1^{er} juillet 2011. Je n'ai pas à rougir de ce texte. Tout y était prévu, avec des recommandations précises pour l'État. Si nos autorités l'avaient suivi, on aurait limité la débâcle.

En 2013, c'est François Hollande qui est Président. Il décide de ne pas renouveler le stock de masques français. Marisol Touraine, ministre de la Santé du moment, ne cille pas. Jérôme Salomon ne prend pas non plus fourche ou flambeau pour acculer le chef de l'État d'alors à commander des masques. Et il est conseiller en charge de la sécurité sanitaire au sein du ministère de la Santé. Il sait de quoi il parle, tout de même ! Et à ce moment-là, il nous dit clairement qu'on n'a pas besoin de masques.

Dans le même temps, Jérôme Salomon prévient le candidat Macron que la France n'est pas prête à faire face à une urgence sanitaire, notamment une épidémie. C'est en tout cas ce que rapportent les « MacronLeaks³ », ces notes confidentielles envoyées à la garde rapprochée du futur Président, et obtenues par le piratage des messageries de plusieurs dirigeants de LaREM. Alors évidemment, là, ça peut jeter le trouble. On se dit qu'Emmanuel Macron, maintenant devenu chef d'État, passera tout de suite commande de masques pour son peuple. Au cas où on en ait besoin. Comme dans le cas des dernières épidémies auxquelles on a dû faire face : grippe pandémique H1N1, SRAS, Ebola...

Sauf qu'il n'a pas le temps. Depuis qu'il est à l'Élysée, il est en pleine tempête. Il doit gérer les manifestations des « gilets jaunes », des étudiants, des fonctionnaires, des retraités, avocats, policiers... Les cyniques disent, comme Victor Hugo, que « gouverner, c'est prévoir ». Cela me rappelle mon indignation lorsque j'étais dans les cortèges de médecins battant le pavé pour dire que le gouvernement était lamentable concernant sa gestion de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), pour râler contre le manque de moyens, de personnel...

D'autant qu'au début de la crise du coronavirus, notre Président affirme qu'il ne peut absolument pas présager de ce qui va se passer. Sa ministre de la Santé est on ne peut plus rassurante. Elle explique, le 24 janvier, que « le risque d'importation depuis Wuhan est quasi nul. Le risque de propagation dans la population est très faible⁴ ». Traduction : comme pour Tchernobyl, le Covid-19 s'arrêtera aux frontières. Tout va bien. Nous, les infectiologues spécialistes de ce genre de virus, sommes doublement rassurés d'entendre la même Agnès

Buzyn dire, deux jours plus tard, qu'aucune pénurie de masques n'aura lieu en France en cas d'épidémie du virus sur le sol français. Comme elle est tout sourire en l'annonçant - elle dit même que « *d'ailleurs, nous avons des dizaines de millions de masques en stock*⁵ » si on en a besoin -, on peut dormir sur nos deux oreilles. N'oublions pas que la ministre est médecin de formation. Elle sait donc de quoi elle parle.

Sauf qu'on découvre, ébahis, un courrier du 30 janvier 2020 du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la Santé⁶. Il est adressé au Pr Geneviève Chêne, directrice de Santé publique France et future membre du Conseil scientifique de l'Élysée. Dans cette lettre, il demande à Mme Chêne, pour gérer la crise à venir, de commander 1 100 000 masques. Un peu plus de 1 million de masques, donc, pour toute la France ? Malades, soignants, professions exposées et même population générale ? En pleine crise majeure ? Ça ne fait pas lourd. Et je ne compte même pas les départements et territoires d'outre-mer ! Un nombre ridicule, donc, alors que les stocks sont au plus bas. Et pour couronner le tout, avec quarante jours de retard. Jérôme Salomon, en expert de santé publique, n'a semble-t-il pas bien compris que la quarantaine, ça ne s'appliquait pas aux décisions...

Avant de nous quitter, la ministre de la Santé Agnès Buzyn prend deux mesures phares, confirmées par son successeur Olivier Véran, quand il arrive le 17 février : il envoie à l'étranger les derniers masques qui nous restent, c'est déjà très fort, mais, et c'est encore plus fort, il ramène le virus en France, à bord des avions de l'armée de l'air. C'est l'un des aspects les plus méconnus de la crise sanitaire qui nous a frappés.

Un communiqué du Quai d'Orsay annonce, en effet, qu'un Airbus A390, affrété par la France, a bien envoyé en Chine 17 tonnes de matériel médical. Quelques jours plus tard, on apprend, notamment dans un article du *Point* en date du 29 février, que le foyer épidémique de l'Oise est parti de la base aérienne de Creil. Parce que les dizaines de personnes, militaires et civils, qui ont participé au rapatriement des Français vivant à Wuhan, n'ont pas été confinées après leur retour. Je ne leur en veux pas, ils n'ont fait que leur boulot, et dans des conditions difficiles. Mais qui a conseillé les militaires sur les mesures à prendre ? Le ministère des Armées a pourtant publié le 16 mars un communiqué catégorique démentant en bloc tout « lien entre ce vol Wuhan-Paris et la transmission du coronavirus dans l'Oise ». Fort bien. Mais alors pourquoi l'un des premiers et plus gros foyers épidémiques apparus sur notre territoire, dans l'Oise, est-il apparemment parti de la base aérienne de Creil ? Masques contre virus, une belle opération d'import-export ?!

Là où je commence à me poser des questions, c'est quand je vois qu'Agnès Buzyn quitte le navire au moment où le Covid-19 s'immisce chez nous. Pour aller parler trotinettes à Paris. Et qu'enfin j'entends la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, déclarer, à l'issue du conseil des ministres le 17 mars : « *Les Français ne pourront pas acheter de masques dans les pharmacies, car ce n'est pas nécessaire si l'on n'est pas malade*⁷ », « *Les masques, ce n'est pas nécessaire si l'on n'est pas malade.* » Certes, elle n'a pas fait médecine. Mais faut-il être médecin pour deviner qu'une personne qui tousse (l'un des symptômes phares du coronavirus) va aller voir son pharmacien ou son docteur ? Que le malade va, de fait, contaminer le professionnel ?

Alors bien sûr, d'aucuns diront que l'entendre annoncer que les masques ne sont pas nécessaires - alors que des grappes entières de médecins, chercheurs, professeurs du service public s'indignent tous les soirs aux JT, expliquant qu'il en faut des tonnes, et vite ! - peut donner envie de la juger irresponsable. Au moins d'être tenté de douter de sa compétence.

Sauf que ce sont les Français, paraît-il, les grands responsables ! Et c'est pour ça qu'ils n'auront pas de masques ! Parce qu'ils ne sauraient pas comment les mettre, comme le dit, toujours inspirée, la porte-parole du gouvernement, qui ne cesse de nous étonner : « *Je pourrais dire : Je suis une ministre, je me mets un masque ; mais, en fait, je ne sais pas l'utiliser. Parce que l'utilisation d'un masque, ce sont des gestes techniques précis, sinon on se gratte le nez sous le masque, on a du virus sur les mains, on en a une utilisation qui n'est pas bonne et cela peut être contre-productif*⁸ », dit-elle le 20 mars sur BFM TV. La plupart des personnels de santé savent mettre un masque depuis longtemps. Mais sans doute pas les Français, dites-vous ? Non, Sibeth, les Français ne sont pas si bêtes. Parce que c'est vrai, se

mettre deux élastiques sur les oreilles et déplier un bout de tissu ensuite, puis bien serrer la petite barrette sur le haut du nez, c'est de la technique de pointe, il faut sortir de Polytechnique...

Pas de protections pour le peuple, donc, pas pour les pharmaciens, médecins de ville, caissiers, tous ceux qui sont au contact du public. Mais heureusement, nous les soignants, on en aura. Hourra ! Puisque Olivier Véran annonce le 17 mars sur France Inter que « *nous avons assez de masques aujourd'hui pour permettre aux soignants d'être armés face à la maladie et de soigner les malades*⁹ ». Alors que je suis en train d'ériger une statue à l'effigie de notre ministre de la Santé, la foudre s'abat sur moi. En fait, même nous, les premières lignes, on n'aura finalement pas de masques non plus. Ah si, on en aura, paraît-il : 1 pour 10 soignants. Et pour la semaine. Pourquoi ? Parce que « *la réalité, c'est aussi que ces derniers jours, la logistique a été très complexe à gérer*¹⁰ », dit le ministre. Et là, on peut se laisser aller à penser qu'il nous balade.

La présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté, elle, a été plus prudente que le gouvernement. Elle a commandé 2 millions de masques, en Chine, pour les maisons de retraite de sa région. À peine l'avion atterri début avril, la cargaison de masques est détournée sur le tarmac par l'État. Véridique ! Il est vrai que quelques jours auparavant, on a assisté à des détournements de commandes de masques par certains pays. La Chine, ou plus précisément deux associations caritatives de Chine, propose d'envoyer 1 million de masques à la France. On attend, mais on ne voit rien venir. Les masques n'arrivent pas. L'avion a disparu des radars. Qu'à cela ne tienne, les Chinois décident d'en envoyer un autre. Le détournement le plus spectaculaire est filmé sur un aéroport chinois. Deux avions remplis de masques s'appêtent à décoller pour la France. Des émissaires américains arrivent à l'aéroport avec des valises d'argent liquide, et raflent le stock. La cargaison va aux États-Unis. On se croirait au Far West.

Notes

- 1 . « À partir de 2011, il a été considéré que nous n'avions plus besoin de stock de masques », Sibeth Ndiaye, le 20 mars 2020 sur BFM TV.
- 2 . « Avis relatif à la stratégie à adopter concernant le stock État de masques respiratoires », avis du HCSP (Haut Conseil de la santé publique) daté du 1^{er} juillet 2011.
- 3 . « Dans le même temps, Jérôme Salomon prévient le candidat Macron que la France n'est pas prête à faire face à une urgence sanitaire », MacronLeaks, relayé par Wikileaks puis le journal *L'Opinion* .
- 4 . « Le risque d'importation depuis Wuhan est quasi nul. Le risque de propagation dans la population est très faible », Agnès Buzyn, le 24 janvier 2020, lors du compte rendu du conseil des ministres.
- 5 . « D'ailleurs, nous avons des dizaines de millions de masques en stock », Agnès Buzyn, le 26 janvier 2020, lors d'un point presse.
- 6 . Courrier du 30 janvier 2020 du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la Santé. Il est adressé au Pr Geneviève Chêne, directrice de Santé publique France et future membre du Conseil scientifique de l'Élysée.
- 7 . « Les masques, ce n'est pas nécessaire si l'on n'est pas malade », Sibeth Ndiaye, le 17 mars 2020, lors d'un point presse.
- 8 . « Je pourrais dire : Je suis une ministre, je me mets un masque mais, en fait, je ne sais pas l'utiliser. Parce que l'utilisation d'un masque, ce sont des gestes techniques précis, sinon on se gratte le nez sous le masque, on a du virus sur les mains, on en a une utilisation qui n'est pas bonne et cela peut être contre-productif », Sibeth Ndiaye, le 20 mars 2020 sur BFM TV.
- 9 . « Nous avons assez de masques aujourd'hui pour permettre aux soignants d'être armés face à la maladie et de soigner les malades », Olivier Véran, le 17 mars 2020, sur France Inter.
- 10 . « La réalité, c'est aussi que ces derniers jours, la logistique a été très complexe à gérer », Olivier Véran, le 21 mars 2020, en conférence de presse.